

Ce qu'il faut savoir après l'évacuation musclée d'un camp de migrants à Paris

Gérald Darmanin dit avoir saisi la «police des polices» sur les violences observées lundi soir lors de l'évacuation par les forces de l'ordre d'un campement place de la République, à Paris.

Par Le Figaro avec AFP
Publié il y a 45 minutes,
Mis à jour il y a 31 minutes

Gérald Darmanin a annoncé mardi 24 novembre avoir «demandé à l'IGPN (l'Inspection générale de la police nationale, NDLR) de remettre ses conclusions sous 48 heures» sur les violences observées lundi soir lors de l'évacuation par les forces de l'ordre d'un campement de migrants place de la République, à Paris. Dans un tweet, le ministre de l'Intérieur, qui s'était ému la veille sur Twitter d'«*images choquantes*» de ce démantèlement et avait demandé un «*rapport circonstancié au préfet de police de Paris*», a précisé que Didier Lallement lui avait proposé «*la saisine de l'IGPN sur plusieurs faits inacceptables*». La défenseure des Droits, Claire Hédon, a par ailleurs annoncé à l'AFP qu'elle se saisissait des faits. *Le Figaro* fait le point sur cette évacuation controversée.

• Un camp de migrants dans Paris

Plusieurs centaines de migrants, en errance depuis l'évacuation d'un important camp d'exilés la semaine dernière, ont monté lundi un nouveau campement place de la République, dans le centre de Paris, que les forces de l'ordre ont démantelé sans ménagement dans la soirée en faisant notamment usage de gaz lacrymogène. Très vite, des images de violences ont été relayées sur les réseaux sociaux. On y a vu des migrants sortis de leur tente par la force et des coups de matraque. Des sources policières ont depuis regretté auprès de l'AFP que cette intervention ait été menée par des policiers non spécialistes du maintien de l'ordre. C'est la DSPAP, Direction de la sécurité publique de l'agglomération parisienne, qui a dirigé l'opération. Un escadron de gendarmes mobiles a été engagé pour l'intervention, ainsi que des effectifs des Brigade

anti-criminalité et des compagnies de sécurisation et d'intervention. *«Alors qu'ils sont vraiment très bons sur l'anti-crim', notamment en cités, ils ne sont pas les meilleurs techniquement pour le maintien de l'ordre»*, explique un responsable policier.

- **Plusieurs faits incriminés**

Parmi les faits soumis à l'examen de l'IGPN figurent les coups reçus par Rémy Buisine, journaliste du média en ligne Brut. Ce dernier a affirmé avoir été *«molesté à plusieurs reprises par un policier»* et Brut a demandé des *«explications»* au préfet de police ainsi qu'au ministère de l'Intérieur. Une enquête a également été ouverte pour *«violences par personne dépositaire de l'autorité publique»* à la suite d'un croche-pied fait sur un migrant par un policier. Sur des images, tournées dans les rues du quartier Beaubourg à Paris par plusieurs journalistes, un homme vêtu de blanc est encerclé par un groupe de policiers, puis parvient à s'enfuir. Un policier en uniforme tend sa jambe sur son passage, ce qui provoque la chute de cet homme, qui se relève rapidement pour repartir en courant. Selon le parquet de Paris, deux gardes à vue étaient par ailleurs en cours mardi en début d'après-midi pour des faits de violences sur personne dépositaire de l'autorité publique et outrage à personne dépositaire de l'autorité publique, lors de cette évacuation.

- **Un ministre sous un tir croisé**

La maire de Paris dit avoir écrit au ministre de l'Intérieur *«pour lui demander des explications»*. *«Ce que nous avons vu hier sur la place de la République et ensuite sur le parvis de l'Hôtel de ville est profondément choquant»*, affirme Anne Hidalgo. La polémique vient percuter le vote prévu cet après-midi par l'Assemblée nationale de la proposition de loi très critiquée à gauche. Le député Insoumis Jean-Luc Mélenchon a demandé de «suspendre» le vote et le secrétaire national du PS, Olivier Faure, en a aussi profité pour demander à l'exécutif de renoncer au texte.

L'écologiste David Belliard, adjoint à la mairie de Paris, a réclamé *«des comptes»* au préfet de police. Le parti Générations a de son côté demandé la démission de Gérald Darmanin et le limogeage du préfet. Droite et extrême droite ont au contraire apporté leur soutien aux forces de l'ordre et au préfet, dénonçant la réaction du ministre. Bien qu'elle juge les images choquantes, Rachida Dati estime que le préfet de police *«a fait son travail avec les moyens qu'on lui donne»*.

- **Des migrants toujours dans l'errance**

Les ministres de la Citoyenneté Marlène Schiappa et du Logement Emmanuelle Wargon ont, elles, demandé une prise en charge «sans délai» pour ces centaines de migrants. *«D'ores et déjà, 240 places sont identifiées par le préfet de la région Ile-de-France, en centre d'accueil et d'examen des situations administratives et dans les structures de l'hébergement d'urgence»*, ont annoncé les deux ministres. Pour l'association Utopia56, qui a aidé les exilés à monter leur campement lundi, il faudrait *«la création de 1000 places d'hébergement immédiat et inconditionnel afin de pouvoir mettre»* ces personnes *«à l'abri»*. Utopia56 a appelé à un nouveau rassemblement ce soir place de la République. Selon les associations, entre 500 et un millier d'exilés ont été *«laissés sur le carreau»* après l'évacuation mardi dernier à Saint-Denis, au terme de laquelle quelque 3000 personnes avaient bénéficié d'une mise à l'abri dans des centres et gymnases franciliens. Pour les autres, une errance a alors débuté en lisière de Paris et de la Seine-Saint-Denis. Celle-ci se poursuivait toujours ce mardi.